

Gwénaëlle Mainsant, *L'État et les illégalismes sexuels. Ethnographie et sociohistoire du contrôle policier de la prostitution à Paris*, Sociologie, EHESS, novembre 2012.

Etudiant le contrôle policier de la prostitution, cette recherche propose une approche originale des politiques de la prostitution. En effet, ces politiques ont principalement été investiguées depuis leurs enjeux politiques à un niveau « macro », ou, sur le terrain, pour montrer les décalages entre les mots d'ordre des politiques et leurs effets pratiques sur les prostitué-e-s. En s'intéressant aux pratiques policières du contrôle, la thèse montre comment les politiques sont mises en œuvre par des agents certes subalternes mais qui disposent d'un pouvoir important de redéfinition des politiques publiques. Dans la mesure où le contrôle de la prostitution confronte une profession fortement masculinisée (les policier-e-s) à des justiciables (proxénètes et prostitué-e-s) enserrés dans des normes de genre spécifiques, notre thèse a interrogé non seulement la division sexuée du travail entre policier-e-s mais aussi la dimension genrée des rapports aux justiciables. La thèse propose une analyse sociohistorique et interactionniste du contrôle de la prostitution à Paris de 1946 à 2008 en combinant ethnographies, entretiens, archives et sources de presse. Elle a permis de montrer la manière dont la transformation d'un problème social (la prostitution) influe concrètement sur le travail des agents de l'Etat (les policiers) mais également dont le travail de ces agents contribue à définir les contours « réels » du problème social. Inscrite à la croisée de la sociologie, de la science politique et de l'histoire, cette thèse entend contribuer à une analyse renouvelée des liens entre État, genre et sexualité, et ce, dans une perspective « par le bas ».